



Le 10 juin, la **convergence des collectifs de défense et de développement des services publics** organise une journée d'action nationale décentralisée.

Acquis de la libération, le service public a été durant des décennies un des piliers de la société française lui donnant des traits originaux avec des avancées fondamentales sur le plan de l'égalité, de la justice sociale, de la solidarité, du partage et du progrès.

Aujourd'hui, malgré toutes les attaques et les amputations qu'ils ont déjà subies, les services publics font obstacle au tout libéral.

C'est pour cette raison que les tenants de l'économie libérale livrent une bataille en règle, systématique et brutale, pour réduire encore la place des services publics en se délestant des missions collectives qu'il assure, en limitant les budgets, en cassant l'emploi public.

Ils prônent un état stratège, réduit à ses fonctions régaliennes : défense, police et justice.

Le processus s'est encore accéléré ces dernières années en lien avec la construction libérale de l'Europe, au nom de la compétitivité dans le cadre de la mondialisation (stratégie de Lisbonne). Des services publics sont ainsi totalement ou partiellement privatisés. D'autres, par le biais de la Réforme de l'Etat ou de la loi Raffarin sur la décentralisation, se voient délester d'une partie de leurs missions et des métiers qui les assurent. L'Etat se désengage et renonce aux missions de services publics qui ne sont plus sa priorité.

A la satisfaction de besoins sociaux se substitue le seul critère de rentabilité.

Cela se traduit par :

- La directive européenne « Bolkestein » qui revient sur la scène, certes remodelée mais tout aussi nuisible pour les services publics ;
- La fusion annoncée de GDF/SUEZ, qui constitue un pas de plus vers la privatisation du secteur de l'énergie ;
- Le démantèlement des services de La Poste ou de La SNCF, via leur privatisation secteur par secteur (ex : La Banque Postale) ;
- La suppression de services ou leur sous-traitance par le privé à l'Équipement et à la Trésorerie Générale ;
- La fermeture d'hôpitaux publics, la fermeture de classes dans de nombreuses écoles et la remise en cause de la scolarité obligatoire et la promotion de l'apprentissage junior dès quatorze ans, l'affaiblissement des services publics de formation continue des chômeurs et des salariés, etc.....

### **Les usagers en font les frais.**

**Les conséquences sur l'emploi, sur la qualité du service rendu, sur les prix et tarifs sont dramatiques.**

Il faut absolument enrayer cette logique destructrice. Les salariés et les usagers doivent défendre, tous ensemble, leurs intérêts communs face au Gouvernement et au MEDEF !

**C'est pourquoi, La CGT, la FSU et l'Union Syndicale Solidaire appellent tous les salariés et les usagers des services publics à manifester le Samedi 10 Juin pour exiger :**

- le maintien et le développement des services publics : Énergie, Transports, Santé, Éducation, Sécurité, Justice, Communications, Logement, Crédit, Traitement des déchets, Culture, sont des biens communs qui doivent être accessibles à tous ;
- que des moyens soient dégagés pour investir dans les services publics ;
- de nouveaux services publics tels que ceux de l'eau et du médicament ;
- Le retrait définitif de la directive Bolkestein.

**RENDEZ-VOUS  
SAMEDI 10 JUIN, à 10h30  
PLACE BRETAGNE**